

RAPPORT ANALYTIQUE SUR LA SECURITE DES JOURNALISTES ET LA QUESTION DE L'IMPUNITE POUR LES CRIMES CONTRE LES JOURNALISTES AU CAMEROUN 2019-2021







SOMMAIRE

SOMMAIRE	1
I. RESUME EXECUTIF	2
II. INTRODUCTION	3
III. RESULTATS	4
IV. RAISONS ET CONTEXTE DE VIOLATION DES DROITS DES JOURNALISTES	6
a. Distribution des attaques sur journalistes par villes/localités	8
b. Répartition temporelle des arrestations entre 2019 et 2021	9
c. Le genre dans les arrestations	9
V. L'IMPUNITE1	0
VI. CONCLUSION/ RECOMMANDATIONS1	1
Journalistes1	1
Promoteurs et patrons d'entreprise de presse	1
Gouvernement1	2
Société civile	2

I. RESUME EXECUTIF

Une publication du Secrétaire général de l'ONU, António Guterres faite sur le site des Nations Unis en Novembre 2020, dans le cadre de la Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes, stipule que : « Si nous n'assurons pas leur protection, il nous sera extrêmement difficile de rester informés et de prendre des décisions fondées sur l'analyse des faits. Si les journalistes ne peuvent pas faire leur travail en toute sécurité, nous perdons un rempart important contre la pandémie de désinformation et de mésinformation qui se propage en ligne ». Cette mise en garde, vue sous un angle plus global, entre en droit ligne avec l'idée même du présent rapport.

Ces dernières années notamment, 2019 à 2021, les violences/ injustices vis-à-vis des journalistes semblent avoir pris un tournant plus accru au Cameroun. Cela met en exergue la problématique de la sécurité de ces acteurs et actrices des médias dans le cadre de leur travail.

Les données collectées sur les différentes violences auxquelles les journalistes ont fait face au Cameroun entre 2019 et 2021 donnent lieu de faire une lecture de cette situation notamment avec les cas de journalistes disparus, assassinés, victimes d'arrestations arbitraires, de kidnappings, et d'attaques physiques etc.

Nombre d'initiatives aussi bien de la part des journalistes eux-mêmes et de la part des acteurs multiples des droits de l'homme et des libertés visant à promouvoir ces droits qui sont bafoués ont été mis en œuvre. Cependant, dans les zones en crise, comme dans plusieurs zones au Cameroun; en ligne et hors ligne, les journalistes en général et ceux du sexe féminin en particulier, ne semblent plus être en sécurité lorsqu'ils se déploient dans la quête des infirmations à mettre à la disposition du public.

Afin de contribuer à renforcer la lutte contre toutes les formes de violence sur les journalistes, des recommandations ont été formulées dans le cadre du présent rapport.

II. INTRODUCTION

La crise qui sévit dans les régions anglophones du Cameroun depuis près de cinq ans déjà, est devenu l'un des sujets qui fait l'actualité au pays. Celle-ci est constamment entretenue par des violences récurrentes entre sécessionnistes armés et forces gouvernementales, et semble ne jamais trouver une fin paisible si des mécanismes de solutions pratiques et pragmatiques ne sont pas engrangés par le gouvernement.

Les journalistes de ces régions plus précisément sont visiblement devenus la cible des belligérants. En raison des menaces constantes, les journalistes opèrent désormais dans la peur et l'inquiétude. Entre Février 2019 et Février 2021, plus d'une dizaine de journalistes camerounais en général et ceux des zones en crise ont subi des injustices : arrestations arbitraires, menaces verbales et physiques, des enlèvements et des longues détentions non justifiées, et meurtres entre autres.

Il existe pourtant toute une batterie de mécanismes qui garantissent le droit à la liberté d'expression et l'accès à l'information aussi bien au niveau régional, qu'international, que le gouvernement camerounais a d'ailleurs signé et ratifié et qui sont par ailleurs inscrits dans la Constitution du Cameroun.

En effet, pour ce qui est du travail des journalistes, il existe pourtant des textes qui les encadre et définissent l'éthique dans ce contexte. Il s'agit notamment de la LOI N°90/052 du19 Décembre loi 1990 sur la Communication sociale dans le contexte du Cameroun dont l'article 6 est principalement consacré à la liberté de presse délibéré et adopté à l'Assemblée Nationale. Du point de vue de la digitalisation des informations, il existe maintenant la déclaration africaine sur les droits et liberté sur internet de 2014, qui reconnait internet comme un outil d'exercice de nos libertés notamment l'accès à l'information et la liberté d'expression sur internet.

Toutefois, à la lecture de la dure réalité que vivent les journalistes au Cameroun en général et plus particulièrement ceux des zones en crise, tout porte à croire visiblement que ceux-ci sont d'autant plus traités ou du moins considérés comme des personnes à part. Cela s'explique aussi par l'image même que le gouvernement camerounais donne à ces acteurs des médias. Christophe BOBIOKONO journaliste et directeur de publication du journal hebdomadaire des questions judiciaires Kalara, dans une interview publiée le 5 Mai 2021 par MIMI MEFO sur le site mimi mefo info, lors de la célébration de la journée mondiale de la liberté de la presse le 3mai 2021

revient d'ailleurs sur la perception du journaliste : "Au Cameroun, le gouvernement considère le journaliste comme un propagandiste". Dès lors, les portes lui sont fermées et compliquant davantage les collectes d'informations, et souvent pour les sujets les plus basiques. Cette publication fait aussi état du fait qu'« une liberté de la presse demeure un leurre au Cameroun, le pays ayant encore perdu une place au récent classement de RSF (Reporters sans frontières). Il est classé à la 135e position sur 180 pays faisant de lui, l'un des plus à risque pour les journalistes sur le continent pour RSF ».

Au regard de la situation qui prévaut dans le contexte des médias au Cameroun et chez les journalistes de façon spécifique, il est clair que la situation sécuritaire des journalistes camerounais est hypothéquée et cela est en grande partie dû aux troubles qui se poursuivent dans les régions anglophones du pays d'une part; et des cas de détentions arbitraires ayant parfois conduit à la mort de certains, du musèlement de la presse par le gouvernement d'autre part.

III. RESULTATS

La situation sur l'accès à l'information, la liberté de la presse et la sécurité des journalistes au Cameroun pendant la période de notre étude, met en exergue plusieurs faits. Il s'agit ici de :

- Arrestations arbitraires des journalistes
- Attaques physiques et verbales sur les journalistes
- Journalistes déplacés internes du fait des menaces qui pèsent sur eux
- Détentions arbitraires des journalistes
- Tentatives d'assassinats des journalistes
- Décès de journaliste aux traitements inhumains ou assassinats.

À titre illustratif, voici à la page suivante un tableau récapitulatif des données sur les violations exercées sur les journalistes au Cameroun, ainsi que les auteurs de ces violations qui sont en majorité les forces de l'ordre, ceux -là, même censés protéger les journalistes du fait de leur travail d'utilité publique.

Sommaire des Agressions contre des Journalistes au Cameroun - Août 2019 à Août 2021								
Noms	Média	Date d'arrestation	Lieu	Auteurs de violations	Date de libération	Lieu d'incarcération		
1. Paul CHOUTA	Cameroun Web	28 mai 2019	Yaoundé	Police	20 mai 2021	Yaoundé à la prison centrale de Kondengui		
2. Samuel AJEKAH ABUWE/ Samuel Wazizi	Chillen Muzik and TV (CMTV)	Le 2 Août 2019	Buéa	Police du 3 ^{ème} district de Muea	Mort	N/A		
3. Christophe4. BOBIOKONO	Kalara	20 Déc. 2019	Yaoundé	Police	1 Avr. 2020	Poursuite judiciaire à la division régionale de la police judiciaire de Yaoundé		
5. Irène MBEZELE	Kalara	20 Déc. 2019	Yaoundé	Police	1 Avr. 2020	Poursuite judiciaire à la division régionale de la police judiciaire de Yaoundé		
6. Lawrence CHIGGLE	Voice News Paper	17 mars 2020	Bamenda	Kidnappé	18 mars 2020	Détenu dans une cellule des combattants ambazoniens		
7. Kingsley FUMUNYUY NJOKA	Reporter freelance	15 Mai 2020	Douala	Agents de sécurité en civil Le journaliste avait été arrêté à son domicile par quatre hommes armés	N/A	D'abord au siège de la gendarmerie à Douala, puis au Centre de recherche militaire à Yaoundé, avant d'être transféré à la prison centrale de Kondengui		
8. Matip MBOMBOG MBOG	CliMat Social	17 Août 2020	Yaoundé	Arrêté par les Hommes armés, en civil à son domicile de Yaoundé	N/A	D'abord au Secrétariat d'État à la Défense puis transféré à la prison centrale de Kondengui à Yaoundé après 21 jours		
9. Lindovi NDJIO	La Nouvelle Ex- pression	22 Sept.2020	Yaoundé	Police	23 Sept. 2020	Commissariat central n°1 de la ville de Yaoundé		
10. Jarvis TAH	My Media Prime TV	22 Sept.2020	Douala	Police	23 Sept. 2020	Retenus dans une unité de la police de la ville de Doua- la		
11. Christian TEBONG	My Media Prime TV	22 Sept. 2020	Douala	Police	23 Sept. 2020	Retenus dans une unité de la police de la ville de Doua- la		
12. Rodrigue NGASSI	Equinoxe TV	22 Sept. 2020	Yaoundé	Police	23 Sept. 2020	Commissariat central n°1 de la ville de Yaoundé		
13. Polycarpe ESSOMBA	Radio France Internationale	22 Sept. 2020	Yaoundé	Police	22 Sept. 2020	Commissariat central n°1 de la ville de Yaoundé		
14. Reinnier Kaze	L'Agence France Presse	22 Sept. 2020	Yaoundé	Police	22 Sept. 2020	Commissariat central n°1 de la ville de Yaoundé		
15. Fame BUNYUI FAKEH	Crtv	13 mars 2021	Buea	Kidnaping	14 mars 2021	Dans une forêt à Buea		
16. Davina Lyse NGUILI IKOUMA	Jeune diplômée récemment sortie de l'ESSTIC	13 mars 2021	Yaoundé	Policiers venus de Douala	19 mars 2021	Police judiciaire de Douala Bonanjo		

Les données du précédent tableau donnent un aperçu des différentes violences auxquelles les journalistes ont fait face au Cameroun entre 2019 et 2021. Il en est là les cas visibles dont les incidents ont été révélés. Dans le contexte camerounais, bien d'autres cas de violences existe bien qu'ils ne sont pas exprimés ou médiatisés. Ces derniers peuvent s'illustrer par la triste réalité que vivent les populations des régions anglophones en général et les journalistes en particulier. Depuis le début de la crise qui y sévit, ces zones sont devenues jusqu'aujourd'hui le théâtre de toutes formes d'abus des droits de l'homme, en l'occurrence les attaques contre les acteurs des médias.

Le cas particulier du journaliste Samuel WAZIZI, mort en zone anglophone a complétement changé la donne. Ceci pourrait signifier que le gouvernement ne mène pas seulement une guerre "contre-séparatiste" dans les deux régions anglophones, mais surtout une guerre médiatique, car les journalistes deviennent de plus en plus des cibles faciles, pour avoir simplement essayé d'informer le public.

IV. RAISONS ET CONTEXTE DE VIOLATION DES DROITS DES JOURNALISTES

Entre 2019 et 202, la période dans laquelle le présent rapport est circonscrit, toutes les formes d'injustices auxquelles ont fait face les journalistes au Cameroun ont été dû à plusieurs raisons. Cependant, ces raisons varient selon les différents types de violations des droits des acteurs et actrices des médias.

Paul CHOUTA, journaliste d'un site d'information en ligne, avait été accusé de diffusion non autorisée d'une vidéo de la romancière Calixthe BELAYA. La vidéo en question portait sur cette dernière en prise d'altercation avec un homme. CHOUTA avait été mis aux arrêts. Ladite vidéo de quelques minutes lui a valu de passer deux ans en détention provisoire.

Samuel WAZIZI, avait été accusé d'être un « terroriste » par les autorités du Cameroun. Il a été porté disparu depuis le 7 août 2019, date à laquelle il a été transféré d'un commissariat de police de Buea jusqu'à l'annonce de sa mort.

Christophe BOBIOKONO et sa collaboratrice par ailleurs journaliste Irène MBEZELE avaient été reconnu coupable de « diffamation » et « outrage à corps constitué ». Pour cela, la même peine de prison avec sursis avait été décidée. Aussi, une amende de 1,5 million FCFA leur avaient été demandé d'être payé.

Le journaliste Lawrence CHIGGLE également connu sous le nom de Larry UCHENNA avait été kidnappé par les combattants ambazoniens qui l'ont enfermé « dans leur cellule » jusqu'à ce que ses proches aient payé 100 000 FCFA (environ 200 dollars) pour obtenir sa libération et ce pour des raisons jusqu'à lors inconnues.

Accusé de soutien aux partisans de la sécession des régions anglophones du pays, Kingsley Fumunyuy NJOKA est mis aux arrêts.

Accusé de propagation de fausses nouvelles, Matip MBOMBOG MBOG du journal « Climat social », après une arrestation dans son domicile avait été mise en garde en vue dans le pénitencier de Kondengui.

Lindovi NDJIO, Jarvis TAH, Christian TEBONG, Rodrigue NGASSI, Polycarpe ESSOMBA, Reinnier KAZE ont arrêtés et agressés physiquement par les forces de sécurité lors de la couverture d'une manifestation de l'opposition. Il faut noter que ces manifestations nationales du 22 septembre convoquées par l'opposition étaient en réponse à l'annonce du président Biya de tenir des élections régionales en décembre 2020.

Fame BUNYUI AYISEH, journaliste en service à la station régionale de la CRTV du Sud-Ouest, avait été enlevée par des hommes armés dans la nuit du 13 mars 2021 à Buea. Selon des témoignages concordants, la jeune femme rentrait à son domicile quand elle a été happée par des hommes non identifiés.

Davina Lyse NGUILI IKOUMA accusée par la police qui l'a informée qu'une plainte pour diffamation sur la plateforme d'informations en ligne « Kwat de l'Info diapo », datant du 28 février 2021, avait été portée contre elle par Marème MBAYE NDIAYE, directrice générale de Société générale Cameroun.

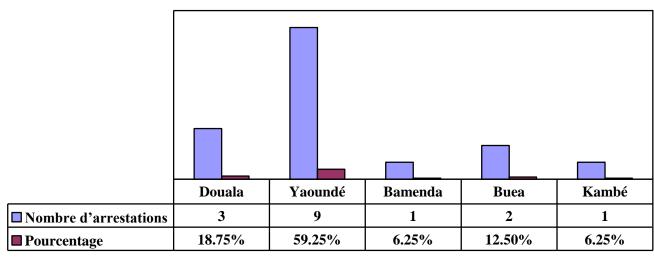
Le cas de Dorothée Aurèlie TEMOU EBOA, une journaliste de STV dont le sort reste inconnu jusqu'aujourd'hui. Selon une note publiée par André LESAK le 11 Août 2021 sur le site d'information en ligne CamerounWeb portait avis de recherche : « Avis de recherche : Elle se nomme Temou Eboa Dorothée Aurelie plus connu sous le nom de Dora Eboa. Nous sommes sans aucune nouvelle de notre sœur et fille depuis bientôt 05 ans. Nous prions toutes personnes ayant une quelconque information de bien vouloir nous contacter à ces différents numéros». Selon cette publication, celle-ci n'a pas présenté signe de vie ni à sa famille, ni à ceux amis depuis 05 années déjà.

Au regard de ce qui précède, force est de constater que la situation sécuritaire des journalistes ; que ce soit en zone de crise ou autre part sur le territoire camerounais, rien n'a changé depuis plus de cinq ans. Bien que les cris d'alerte aient été fortement lancé aussi bien par ces journalistes euxmêmes que par les acteurs de la société civiles défenseurs des droits de l'homme et de liberté d'expression, tout porte à croire que plus le temps passe, davantage les journalistes sont exposés à tout type de danger dans l'exercice de leur travail.

La situation à laquelle les journalistes sont confrontés au quotidien dans leur travail dans le contexte camerounais pose désormais un sérieux problème et montre de ce fait qu'il est plus qu'urgent de réfléchir profondément pour trouver les voix et moyens pour y remédier.

a. Distribution des attaques sur journalistes par villes/localités

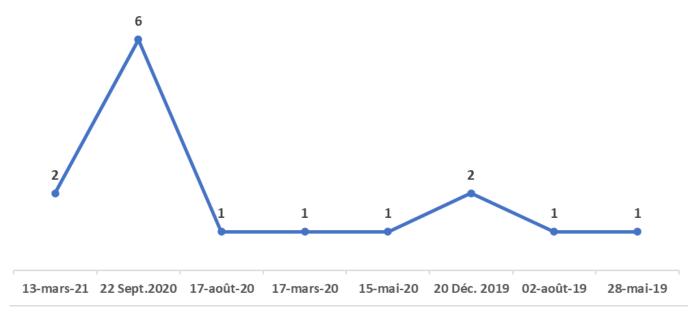
NOMBRE DE JOURNALISTES AYANT SUBIS UNE INJUSTICE PAR VILLES RECENSEES



Source: Données collectées par ADISI-Cameroun/DataViz by ADISI-Cameroun

b.Répartition temporelle des arrestations entre 2019 et 2021

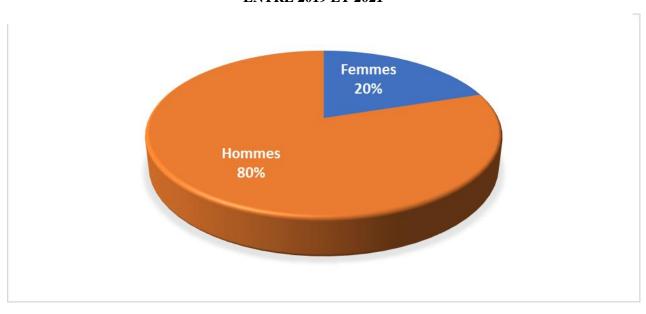
RECORD DES ARRESTATIONS/ INTERPELLATIONS DES JOURNALISTES AU CAMEROUN ENTRE 2019 ET 2021



Source: Données collectées par ADISI-Cameroun/DataViz by ADISI-Cameroun

V. Le genre dans les arrestations

REPARTITION PAR SEXE DES JOURNALISTES ARRETES/ INTERPELES AU CAMEROUN ENTRE 2019 ET 2021



Source: Données collectées par ADISI-Cameroun/DataViz by ADISI-Cameroun

V. L'IMPUNITE

Au Cameroun, le travail du journaliste est sans l'ombre d'un doute devenu un véritable champ de mines pour les acteurs du milieu. Les journalistes subissent très souvent des injustices et sont constamment à la merci de toutes formes de violences aussi bien sur le plan moral que physique.

Kingsley FUMUNYUY NJOKA, Matip MBOMBOG MBOG, entre autres en sont ici quelques cas parlants; car il est question ici des journalistes détenus depuis plusieurs années déjà et ce malgré toutes les dénonciations faites aussi bien par d'autres journalistes que par les défenseurs des droits de l'homme pour plaider en leur faveur, aucune initiative de la part des décideurs n'a été jusqu'ici prononcée à cet effet. Toutefois, le cas du journaliste Samuel WAZIZI mort serait jusqu'ici une autre preuve vivante qui démontre que justice a pris la clé des champs en ce concerne la question sécuritaire des journalistes.

La violence vis-à-vis des journalistes femmes mise en exergue dans le contexte de cette étude montre davantage cette déconnexion entre les outils de défense des droits de l'homme, de la liberté de presse, d'expression entre autres et les actions à mener pour lutter contre ces droits qui sont fortement bafoués. Les exemples ici présentés, contribuent ainsi à dénoncer la précarité de la sécurité des journalistes en général et des femmes journalistes en particulier dans le cadre de leur travail. Ceux-ci étant très souvent renvoyées au second plan dans le contexte professionnel (considérées comme n'étant pas capable d'effectuer les tâches dites pour les hommes) et mises à l'écart lors de la prise de certaines décisions.

Il est désormais plus qu'urgent de renforcer non seulement les mécanismes de lutte contre toutes formes d'injustices, de violence entre autres fait à l'endroit des journalistes, mais aussi de déconstruire les stéréotypes qui sont jusqu'alors construites autour du concept genre, qui crée par ailleurs une forme d'injustice et participe par conséquent à une sorte de violence notamment la violence émotionnelle vis-à-vis des femmes en général et les journalistes en particulier.

A cet effet, l'Association pour le Développement Intégré et la Solidarité Interactive (ADISI-Cameroun), œuvre en étroite collaboration avec les acteurs étatiques et non étatiques. Celle-ci continue d'ailleurs à multiplier ses initiatives avec le soutien des organisations de donateurs, d'une part, d'autres organisations de la société civile et médias d'autre part. Ceci dans le but de promouvoir le droit à la liberté d'expression, l'accès à l'information et contribue à la lutte contre l'impunité pour les crimes à l'endroit des Journalistes.

VI. CONCLUSION/ RECOMMANDATIONS

Tout bien considéré, les menaces/ injustices auxquelles sont confrontées les journalistes au quotidien s'aggravent sans doute à cause de l'hostilité croissante envers la presse. Toutefois, l'arrivée de Nouvelles Technologies de l'Information et de Communication a engendré d'autres formes de violences qui s'expriment à travers les discours de haine, la désinformation en ligne (réseaux en l'occurrence), et les journalistes ne sont pas épargnés. Cependant, ces menaces ont des incidences à la fois sur la liberté d'expression et l'accès à l'information. Il est proposé ici d'établir des mécanismes de responsabilisation pour la sécurité des journalistes par des interventions et des stratégies ancrées dans le droit international, par le renforcement de la dénonciation des violations des droits de la presse, le recours à des sanctions ciblées. Ci-dessous quelques recommandations qui pourront contribuer à renforcer la lutte contre toutes les formes de violence sur les journalistes.

Journalistes

• Jouer leur rôle d'information du public, avec plus de professionnalisme tout en respectant les standards d'éthique du journalisme, et faire preuve de plus de prudence.

Promoteurs et patrons d'entreprise de presse

- Offrir un meilleur cadre de travail aux journalistes en général et accorder une particulière à la gent féminine.
- Respecter la convention collective des journalistes.
- Créer un climat d'harmonie, voire d'égalité en octroyant aux femmes journalistes des possibilités de postuler pour des postes de décisions aux compétences égales.
- Renforcer la capacité des journalistes en termes de déontologie, du professionnalisme.

Gouvernement

- Inclure/ renforcer les éléments en rapport avec la sécurité des journalistes au sein des écoles de journalisme.
- Faire réduire les arrestations arbitraires des journalistes au Cameroun.
- Appliquer les conventions et instruments internationaux qui existent sur la sécurité des journalistes et les questions d'impunité.
- Défendre et protéger tous les droits de l'homme en général et ceux des journalistes en particulier.
- Respecter les lois qui régissent la liberté d'expression et d'accès à l'information.
- Encourager les populations aux bonnes pratiques sur la sécurité des journalistes et la lutte contre les injustices faites à endroit de ceux-ci.

Société civile

- Sensibiliser les pouvoirs publics à l'importance de la liberté d'expression et au danger que l'impunité pour les crimes commis contre les professionnels de l'information représente ;
- Engager un dialogue constructif avec les pouvoirs publics et les journalistes afin de rechercher collectivement des solutions qui visent à protéger au mieux les journalistes dans l'exercice de travail et à faire respecter au tant que faire se peut la liberté d'expression et d'information au Cameroun;
- Amener les journalistes, les propriétaires de médias et les décideurs à prendre conscience et surtout de mettre en pratique les conventions et instruments internationaux existants sur la sécurité des journalistes;
- Sensibiliser les organes de presse et médias aux dangers qui menacent les journalistes dans l'exercice de leur fonction.
- Sensibiliser les populations à l'importance de la sécurité des journalistes.







Supported by:

